

**SPÉCIAL**

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

SUPPLÉMENT À  
INFORMATIONS  
OUVRIÈRES  
nouvelle série

N° **219** (2613)

Semaine du  
27 septembre au 3 octobre 2012  
1,5 euro (soutien 2 euros)  
ISSN 0813 9500

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

**POI**

## LE PARTI OUVRIER INDÉPENDANT S'ADRESSE AUX MANIFESTANTS DU 30 SEPTEMBRE

**A**ux dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui manifestent ce dimanche 30 septembre à Paris contre la ratification du TSCG, le Parti ouvrier indépendant adresse son salut. Ensemble, nous défilons pour dénoncer ce traité indigne qui piétine la souveraineté du peuple et la démocratie, et menace de démanteler ce qui reste de droits ouvriers et de conquêtes sociales.

Le peuple de ce pays n'a pas varié depuis la victoire du vote non au traité constitutionnel en 2005. Il est majoritairement opposé au TSCG et aux diktats de l'Union européenne. Ces dizaines de milliers de manifestants en sont la preuve vivante. Sans doute, auraient-ils été des centaines de milliers si un appel ferme et sans réserve avait été lancé par les partis se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie pour contraindre Hollande à renoncer à cette ratification.

**En décidant de faire ratifier ce traité coûte que coûte par sa majorité, soutenue par des fractions de l'UMP, Hollande et son gouvernement ne dévoilent-ils pas leurs intentions véritables ?**

Partisans de l'Union européenne et de ses traités qui sont les instruments de défense des seuls intérêts du capital financier, ils ont décidé, comme les gouvernements espagnol, portugais et grec, de faire payer à leurs peuples le renflouement des banques et des fonds spéculatifs.

Les premières mesures du gouvernement Hollande-Ayrault en témoignent :

— **un budget d'austérité** (30 milliards d'euros d'« efforts » !) qui frappe les travailleurs, la jeunesse et toute la population ;

— **l'approbation du rapport Sartorius**, qui justifie 8 000 suppressions d'emplois à PSA et la fermeture du site d'Aulnay, et l'accompagnement des plans de restructuration et de démantèlement à Sanofi, à Doux, à Arce-  
lor, etc. ;

— **l'organisation de la « conférence sociale »** destinée à instaurer ce que Hollande appelle le « *compromis historique* », dans le but d'associer les syndicats à la baisse du coût du travail et à la remise en cause de la Sécurité sociale de 1945, du Code du travail et des droits ouvriers ;

— **l'adoption par l'ensemble des députés de gauche et une partie des députés de droite de la loi instaurant les « emplois d'avenir »**, une simple reprise du fameux CPE que le gouvernement Chirac-Villepin avait été contraint de retirer par la mobilisation de millions de jeunes et de salariés avec leurs organisations ;

— **le refus d'abroger la circulaire du ministre Chatel** (imposant une rentrée scolaire désastreuse), d'abroger la loi LRU (qui asphyxie les universités au nom de l'autonomie et de la privatisation) et d'abroger la loi Bachelot qui étrangle les hôpitaux publics ;

— **le refus de remettre en cause les privatisations** décidées par les gouvernements précédents, et la volonté affichée de les poursuivre et les aggraver ;

— **l'annonce de l'acte III de la décentralisation** qui menace les fondements de la République.

**C**es mesures frappent des millions d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs, de jeunes et de retraités. Cette politique doit être défaite ! Il faut rompre avec les diktats de l'Union européenne. De gauche ou de droite, l'austérité est une arme de destruction aux mains de la classe capitaliste.

De grands combats s'annoncent. Ils appellent la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur le terrain de la défense intransigeante de leurs acquis sociaux fondamentaux.

Aucune équivoque n'est possible à l'égard de la politique de ce gouvernement. Il en va de l'existence même de la démocratie et de la souveraineté du peuple.

**D**epuis des mois, des mobilisations massives dressent les travailleurs, les peuples, la jeunesse en Espagne, au Portugal, en Grèce. D'autres s'annoncent, et en particulier en France, en Allemagne...

Ce combat commun pour la souveraineté et contre la dictature de la troïka (Union européenne-Fonds monétaire international-Banque centrale européenne) jette les bases de l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe. Cette union libre abrogera tous les traités de l'Union européenne et balayera les institutions parasites et la gouvernance supranationale.

Qui bloquera la politique de l'Union européenne mise en œuvre par le gouvernement Hollande-Ayrault ? Ce ne peut être que le résultat de la mobilisation unie de millions et de millions, travailleurs des villes et des campagnes avec leurs organisations, élus, citoyens attachés à la démocratie dressant leurs revendications contre les mesures de régression sociale et les contre-réformes du gouvernement.

Dans la dernière période, des travailleurs, des militants syndicalistes, des militants de toutes tendances politiques (POI, PCF, PG, PS, etc.), des militants associatifs, ont rassemblé leurs forces dans des comités pour l'unité contre la ratification du TSCG. Toute la situation appelle que cette force continue à grandir, que se rassemblent travailleurs et militants de toutes tendances agissant pour l'indépendance du mouvement ouvrier, pour la défense et la reconquête de tous les droits et garanties, que se groupe et s'organise cette force pour aider à la lutte de classe unie.

**Pour aider à ce combat :  
rejoignez le Parti ouvrier  
indépendant !**

Le 30 septembre 2012,  
les secrétaires nationaux du POI,  
Claude Jenet, Daniel Gluckstein,  
Gérard Schivardi, Jean Markun

**INFORMATIONS OUVRIÈRES**  
**Tribune libre de la lutte des classes,**  
**hebdomadaire du POI.** Dans le cadre  
 de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,  
 fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité  
 de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement  
 combattre pour l'émancipation des travailleurs.  
 Cela sous leur propre responsabilité.  
 L'hebdomadaire est édité par l'association  
 (loi 1901) Informations ouvrières.  
 Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

• **Rédacteur en chef** : Lucien Gauthier.  
 • **Siège** : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.  
 • **Imprimerie** : Rotinéd 2000, Paris.  
 • **Tirage** : 20 000 exemplaires.  
 • **Commission paritaire** : 0909 C85 410.  
 • **ISSN** : 0813 9500.

• **Rédaction** : *Informations ouvrières*,  
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis,  
 CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.  
 Tél. : 01 48 01 89 23.  
 Fax : 01 48 01 89 29.  
 E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration-abonnements** :  
 Maïté Dayan.  
 Tél. : 01 48 01 88 22 ;  
 01 48 01 88 41.  
 E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com  
 • **Dépôt légal** : à publication.

# POI

## QUI SOMMES-NOUS ?

- Le Parti ouvrier indépendant a été constitué en juin 2008.
- Il combat pour le socialisme, la République et la démocratie.
- Le POI affirme : la démocratie, la défense des intérêts ouvriers et populaires, exigent de s'engager sur la voie de la rupture avec l'Union européenne et de la liquidation des institutions de la Ve République.
- Le POI combat pour un authentique gouvernement de défense des travailleurs et de la démocratie, appuyé sur une Assemblée constituante.
- Seul un gouvernement qui s'affranchirait du carcan du traité de Maastricht serait à même de prendre les mesures urgentes de sauvegarde de la population : l'interdiction des licenciements, le retour aux services publics de l'ensemble des secteurs (poste, chemins de fer, hôpitaux, en cours de privatisation), le retour à la Sécurité sociale de 1945, le rétablissement de l'ensemble des moyens nécessaires à l'école publique, aux hôpitaux, etc.
- Le POI se prononce pour l'annulation pure et simple de la dette qui a été fabriquée de toutes pièces par les capitalistes et les spéculateurs. Cette dette n'est pas celle du peuple, il n'a pas à la payer.
- Le POI combat pour la défense de la République une et indivisible, contre la « régionalisation » du pays, contre la remise en cause des droits égaux pour tous les citoyens, contre l'éclatement des conventions collectives nationales et des statuts nationaux.
- Le POI est membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui regroupe, dans soixante pays, des organisations indépendantes luttant contre la guerre et l'exploitation.
- Le POI est une construction commune de militants d'origines diverses du mouvement ouvrier.
- Il vous invite à construire ensemble dans ce pays l'authentique parti ouvrier indépendant dont les travailleurs et le peuple ont besoin.

# Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), c'est :

- ▶ l'obligation, à « moyen terme », de réduire à zéro le "déficit public" (ou à 0,5 % du produit intérieur brut tout au plus). C'est la fameuse "règle d'or".  
 Conséquence pour la France : des impôts nouveaux ou des coupes budgétaires à hauteur de 100 milliards d'euros d'ici à 2017 (dont plus de 30 milliards d'ici à la fin 2013) dans les services publics, les écoles, les hôpitaux, les soins de santé, les retraites...
- ▶ l'instauration d'un "mécanisme de correction automatique" si cette trajectoire de réduction des déficits n'est pas respectée,

"sur la base de principes communs proposés par la Commission européenne et concernant en particulier la nature, l'ampleur et le calendrier des mesures correctives à mettre en œuvre" ;

- ▶ l'obligation, concernant la "dette publique", de réduire d'un vingtième par an l'écart avec le niveau autorisé (60 % du PIB) par l'Union européenne. Soit, pour la France, une réduction exigée de 30 milliards d'euros par an ;
- ▶ l'obligation, en cas de déficit excessif (ce qui est le cas de la France), de suivre "un programme de partenariat

budgétaire et économique comportant une description détaillée des réformes structurelles", sous la surveillance étroite de la Commission de Bruxelles. Celle-ci pourra même intervenir directement lors de la discussion au Parlement des budgets nationaux ! Avec menace d'amende pouvant aller, concernant notre pays, jusqu'à 10 milliards d'euros (0,5 % du PIB) ;

- ▶ le pouvoir donné à la Cour de justice européenne d'imposer des amendes à tout Etat qui ne respecterait pas la transposition du traité en droit national.

## Depuis six mois, semaine après semaine, dans Informations ouvrières : l'analyse du TSCG et le compte rendu du combat pour que les députés votent contre sa ratification...



# Abonnez-vous !

### Prenez contact avec le POI

- Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant
- Je souhaite adhérer au POI

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

E-mail : .....

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant,  
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.  
 E-mail : poi@fr.oleane.com - Internet : www.parti-ouvrier-independant.fr

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

#### CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Dans tous les cas, remplir lisiblement et en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

- 5 numéros "découverte" : 7 euros •  12 numéros : 17 euros •  4 mois (17 numéros) : 24 euros
- 6 mois (25 numéros) : 33 euros •  1 an (51 numéros) : 65 euros •  1 an, pli clos : 110 euros

Comité : ..... Département : .....

Nom, prénom : .....

N° : ..... Rue, bd, ave., etc. : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

#### ET TOUJOURS...

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
 Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières